« Morale et profit ne sont pas incompatibles »

Isabelle Bourgeois et Dominik Enste

Traducteur : Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/556>

DOI : 10.4000/rea.556

ISBN : 978-2-8218-0864-5

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 13-20

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois et Dominik Enste, « « Morale et profit ne sont pas incompatibles » », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 84 | décembre 2007, document 2, mis en ligne le 01 décembre 2009, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/556> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.556>

« Morale et profit ne sont pas incompatibles »

Un entretien avec Dominik Enste

« L'économie de marché a la réputation de n'être pas solidaire, de récompenser l'égoïsme et le matérialisme. Ces reproches d'ordre moral ont de lourdes conséquences politiques : ils inhibent les réformes pourtant nécessaires », expliquait Karl Homann, professeur de philosophie et d'éthique économique dans un discours tenu lors de la remise du Prix Max-Weber d'éthique des affaires en novembre 2006 à Berlin (iw Forum, 4/07). Le difficile équilibre entre marché et solidarité reformulé par les partis SPD et CDU lors de la refondation de leur programme (voir dans ce numéro) abonde dans ce sens, de même que la revendication d'une partie de la gauche des deux partis du gouvernement de coalition pour revenir en arrière sur une partie des réformes du gouvernement Schröder. Il est vrai que, en Allemagne aussi, la presse relate abondamment les manifestations de ce « matérialisme » que favoriserait la logique marchande : délit d'initiés chez EADS, corruption chez Siemens ou VW... Mais sans aller jusqu'à ces 'affaires' qui défraient la chronique, le soupçon « d'égoïsme » est immédiat dès lors qu'il s'agit de stock options ou simplement de la rémunération des patrons à l'heure où diverses études émanant de la Fondation Friedrich-Ebert du SPD ou de la Confédération syndicale DGB ont mis en tête de l'agenda public la question de la pauvreté. En Allemagne aussi, on suspecte aujourd'hui l'économie de marché de tous les maux, comme le révèle la montée en puissance d'une nouvelle gauche néo-marxiste à gauche du SPD ou la tentation, au sein même du gouvernement de grande coalition, d'intervenir plus qu'avant dans le mode de fonctionnement du marché, en instituant un salaire minimum légal dans le segment postal ou en plafonnant le salaire des patrons...

Et pourtant, l'Allemagne ne doit-elle pas sa prospérité comme l'exemplarité de son « modèle social » depuis la fin de la guerre à une approche du marché cherchant à concilier en permanence libéralisme et solidarité, profit et morale ? Les Allemands auraient-ils oublié les fondements de leur propre modèle économique et social ? Les changements induits par la globalisation leur auraient-ils fait oublier jusqu'aux valeurs qui fondent « l'ordre constitutionnel libéral et démocratique » de leur pays, tel que le pose la Loi fondamentale (voir REA 52-53/01) ? Nous avons demandé à Dominik Enste, chercheur à l'Institut der Deutschen Wirtschaft (IW, Cologne), de nous exposer les enjeux de l'actuel débat sur les valeurs et la morale qui sous-tend l'approche de la politique allemande.

Dans un ouvrage paru en 2007 sous le titre « Can Germany be saved ? », Hans-Werner Sinn, patron de l'institut ifo de Munich, se penche sur les faiblesses structurelles de l'économie allemande, en réalité d'origine culturelle selon lui : la perte de confiance progressive dans les forces du marché. Partagez-vous cette approche ?

Cette évolution est pour l'essentiel le fruit de deux tendances. La première est que les médias, de même que l'opinion publiée, condamnent en bloc tous les managers ou patrons, quels qu'ils soient. Un Josef Ackermann [le PDG de la Deutsche Bank accusé de malversations dans l'affaire Mannesmann, puis innocenté ; IB] ou d'autres sont alors érigés en symbole des comportements déviants de « ceux d'en haut ». Les médias relatent par le menu le moindre soupçon de corruption ou d'enrichissement personnel mais omettent de rendre compte du non-lieu ou n'y consacrent tout au plus qu'un entrefilet. En ne donnant ainsi qu'une vision parcellaire du monde de l'entreprise et de l'économie, les médias contribuent à entretenir la méfiance envers l'ordre économique libéral. Néanmoins,

Dominik Enste est économiste et sociologue. Depuis 2003, il travaille à l'Institut der Deutschen Wirtschaft (organe de réflexion des milieux économiques allemands). Il est chargé de recherche au sein du département « Ethique des affaires », où il est notamment responsable du Prix Max-Weber d'éthique. Il a publié de nombreux ouvrages, principalement sur l'économie parallèle.

L'économie ne se résume pas à la modélisation mathématique

certains journalistes sont désormais conscients que leur critique est démesurée et que leur présentation du monde économique travestit la réalité.

La seconde tendance : la critique du capitalisme est nourrie par une méconnaissance grandissante des lois économiques, d'autant qu'elles sont aujourd'hui hautement complexes. Le fait que l'économie soit quasi-absente de l'enseignement n'arrange bien évidemment pas les choses. Quant aux sciences économiques modernes, trop exclusivement centrées sur la modélisation mathématique, elles ont-elles aussi leur part de responsabilité. Or la mission des économistes n'est pas seulement de manier des données, mais aussi d'expliquer que l'ordre marchand existant n'est peut-être pas le meilleur des mondes possibles, mais qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, d'autre modèle de capitalisme qui aurait permis dans la même mesure d'assurer à la fois la prospérité pour le plus grand nombre et un niveau minimum de sécurité sociale pour tous.

Mais justement, les Allemands ne sont-ils pas majoritairement convaincus eux aussi que le marché ne profite qu'aux riches et qu'eux-mêmes sont perdants ?

L'analphabétisme économique des Allemands est inquiétant

Dans une économie de marché, la mission de l'entreprise est simple : satisfaire le mieux possible la demande des consommateurs. Celle qui y parvient réalise d'importants bénéfices ; celle qui échoue disparaît du marché, comme ce fut le cas du fabricant de mobiles Siemens/BenQ. Le plus étonnant, c'est que beaucoup d'Allemands ignorent cela. Les trois quarts d'entre eux estiment que ces profits ne bénéficient pas à la société, un tiers pense même qu'ils sont immoraux (sondage Bankenverband/ipos 2006, publié in *interesse*, n°7/06). Pourtant, les bénéfices ne sont pas un mal en soi, puisque d'une part ils sont le fruit d'une réponse adaptée à la demande et que, de l'autre, ils sont la condition *sine qua non* pour la croissance, l'investissement et l'emploi. Une entreprise ne peut payer des impôts que si elle réalise des bénéfices ! De même, elle ne peut financer son engagement social complémentaire que si elle est profitable. Il faut rappeler que les entreprises allemandes versent tous les ans 10 milliards € aux œuvres sociales – soit la moitié des dépenses totales allemandes d'aide sociale. Or les débats sur une répartition plus juste des profits ne tiennent pas compte de cette réalité. Et l'analphabétisme économique qu'ils révèlent est pour le moins inquiétant. Il semblerait toutefois que les Allemands en prennent conscience ; un peu plus des trois quarts d'entre eux plaide pour que l'économie devienne une matière obligatoire dans l'enseignement scolaire.

Cette revendication d'un enseignement de l'économie est-elle suivie d'effet ?

L'IW s'engage pour la diffusion du savoir

L'Institut der Deutschen Wirtschaft soutient activement depuis longtemps des programmes comme « Ecole et Entreprise » (*Schule und Wirtschaft*) qui permet aux jeunes d'entrer dans la peau d'un entrepreneur. L'IW est aussi, en Allemagne, responsable du projet européen « Junior ». Par ailleurs, notre institut publie régulièrement, à destination des enseignants et des collégiens ou lycéens, des documents d'information qui exposent les réalités économiques de manière simple et vivante (*Thema Wirtschaft* et *Wirtschaft und Unterricht*). Et nos chercheurs donnent régulièrement des conférences dans les établissements. Ou encore, en coopération avec l'industrie des métaux et de l'électrotechnique, l'IW organise des tournées à travers l'Allemagne pour présenter aux élèves les différents métiers de la branche et la vie professionnelle au quotidien.

Depuis quelque temps on voit se multiplier les traités, manuels et séminaires sur l'éthique des affaires. Comment s'explique cet engouement ?

L'entreprise est évaluée sur sa moralité

Il y a une raison simple à cela : l'opinion tend à juger aujourd'hui une entreprise sur son comportement moral. Les clients et les salariés accordent une importance accrue au caractère durable du développement de l'entreprise. Et pour rester compétitives, les entreprises doivent tenir compte de ces attentes.

Votre institut, proche du patronat industriel, s'est même doté d'un département « Histoire de l'éthique du droit, des institutions et de l'économie »...

L'IW est le seul institut économique à se pencher sur l'éthique

Cela fait plus de vingt ans que ce département existe et que l'IW se consacre à ces questions liées à la religion, à l'économie, à l'éthique et à la morale. Nous ne

suivons pas une quelconque mode, mais nous avons compris très tôt combien il est important pour préserver l'avenir de notre modèle d'économie de marché – le libéralisme organisé – de maintenir un dialogue constant avec les représentations de la société civile qui ont un discours critique envers le marché. Nous menons ces échanges notamment par des congrès ou séminaires organisés conjointement avec des institutions dépendant de l'Eglise catholique ou des Eglises protestantes. Et parmi les grands instituts de recherche économique allemands, qu'ils soient publics ou privés, l'IW est le seul à disposer d'un tel département qui sera, de surcroît, doté d'une mission de recherche dès 2008.

Ces préoccupations éthiques sont-elles la raison pour laquelle votre institut décerne tous les deux ans le Prix Max-Weber ?

Absolument. Ce prix est décerné depuis 1992 à des jeunes chercheurs travaillant sur ces questions, et sa mission est de combler doublement les immenses lacunes en la matière. Dans l'opinion, l'ignorance des lois du marché, des missions des entreprises comme des valeurs éthiques à la base des règles de la concurrence pose désormais problème. Et les entreprises sont pilotées de manière croissante par une relève managériale qui, faute d'une offre d'enseignement sur l'éthique dans l'économie, manque cruellement de culture générale économique. Il est donc de la plus haute importance de promouvoir les travaux de recherche scientifique, de même d'ailleurs que les manuels d'enseignement.

Le Prix Max-Weber pour promouvoir la diffusion de l'éthique de l'économie

Le Prix Max-Weber d'éthique économique 2008 est placé sous le thème : « La morale fait la valeur de l'entreprise – ce principe d'action vaut-il toujours dans un monde globalisé ? ». Il sera décerné le 27 mai 2008 par le plus haut dignitaire de la République fédérale, le président Horst Köhler, afin de souligner l'importance plus fondamentale que jamais d'une approche éthique de l'économie. Ce prix, qui reflète l'engagement de l'entrepreneur pour le progrès du savoir, a été institué par Klaus Tesch, propriétaire d'une PME à Wuppertal, et l'IW de Cologne (www.max-weber-preis.de).

Les candidats disposent jusqu'au 31-12-2007 pour déposer leurs travaux sur la thématique effectués sur la période 2005-2007 et rédigés en langue allemande. Dans la catégorie des thèses, habilitations et autres publications scientifiques, le prix s'élève à 5 000 €. Dans celle des manuels d'enseignement général ou professionnel, il est de 2 500 €. Pour la première fois, cette année, une troisième catégorie est créée (1 500 €) pour les mémoires réalisés par des collégiens, lycéens ou étudiants afin de sensibiliser les jeunes à ces questions.

La globalisation implique un retour aux valeurs

50 ans après la parution de l'ouvrage « La prospérité pour tous » (Wohlstand für alle) de Ludwig Erhard, le père du miracle économique et vulgarisateur de la doctrine de l'économie sociale de marché, les Allemands ont donc perdu la mémoire des bases de leur modèle économique et social ?

Hélas, oui! Beaucoup d'Allemands ont certes en mémoire, comme un slogan, la formule « La prospérité pour tous », mais peu d'entre eux se souviennent de la voie à suivre pour atteindre cet objectif. Une voie qui avait été tracée par le professeur Alfred Müller-Armack à qui on doit le concept « d'économie sociale de marché » développé alors qu'il était secrétaire d'Etat auprès du ministre fédéral de l'Economie Ludwig Erhard sous le chancelier Adenauer. Plus fondamentalement, cette conception de « l'ordo-libéralisme » se base sur les travaux de l'Ecole de Fribourg, tout particulièrement de son fondateur Walter Eucken, et d'autres penseurs tels que Wilhelm Röpke ou Friedrich August von Hayek.

Ils ont apporté la preuve scientifique que ni le libéralisme sauvage (« laisser-faire ») ni le pilotage central de l'économie ne sont la bonne voie. Ils en proposent une autre, dans laquelle l'Etat doit se contenter de fixer un cadre pour les activités, l'exercice de celles-ci relevant de chaque individu. Cette conception est donc fondée sur la responsabilité individuelle, l'Etat ne se substituant à l'individu que si ce dernier ne peut plus, seul, subvenir à ses besoins. C'est ainsi que se justifient par exemple les minima sociaux que sont l'allocation chômage ou l'aide sociale. Or le problème, c'est que l'ignorance des fondements de ce libéralisme organisé affecte aujourd'hui jusqu'aux responsables politiques qui préfèrent mener une politique qui plaît à l'opinion plutôt que de redéfinir le cadre des activités. Mais ces mesures qui partent d'un bon sentiment ne sont pas forcément les mieux adaptées...

Le libéralisme organisé est fondé sur la responsabilité individuelle

Comment se définirait aujourd'hui une politique ordo-libérale ?

Une politique ordo-libérale
doit donner priorité
à la justice participative

Les pivots en sont la flexibilité des prix, un marché ouvert à la concurrence, la garantie de la propriété privée, de la liberté de contracter, de même qu'une politique fiable, car orientée sur le long terme. Par ailleurs, l'Etat doit veiller à garantir l'équité des chances afin que chacun dispose des mêmes chances de départ pour accéder à la prospérité. C'est sur cette *justice participative* que devrait reposer toute politique, et beaucoup moins sur la redistribution des richesses. Voilà les objectifs d'une « nouvelle économie sociale de marché » : veiller à une répartition équitable des chances d'accès à la prospérité et non pas à la redistribution de ses fruits. Concrètement, cela veut dire qu'il convient d'assurer une bonne formation dès l'enfance ; cette condition *sine qua non* pour une bonne insertion dans la vie professionnelle réduirait la nécessité de verser des transferts sociaux tout au long de la vie à beaucoup d'Allemands.

Toute doctrine repose sur des valeurs. Quelles sont celles qui fondent l'approche allemande, ancienne et nouvelle manière ?

Le principe de liberté est le pivot
de l'économie de marché

Le principe de liberté ! Dans les débats sur l'éthique et les valeurs, on perd trop souvent de vue que la liberté est au fondement de toutes les autres valeurs et qu'elle est le pivot de l'économie de marché. A quel point l'absence de liberté et son corollaire, le prêche de la solidarité peuvent avoir un impact négatif, on a pu le constater voici seulement 18 ans encore en Allemagne même avec l'effondrement de la RDA. Or malheureusement, la nature humaine fait qu'on oublie très vite le sens profond de ce qui semble donné une fois pour toutes. Appliqué à l'économie, le principe de liberté signifie que chacun choisit librement les produits qu'il veut consommer, le métier qui lui convient, et la vie qu'il souhaite mener. Cela implique que l'Etat s'ingère le moins possible dans la marche des affaires. Or cette liberté, avec toutes les opportunités comme les chances qu'elle ouvre à chacun, a pour corollaire le risque que comporte tout choix, et exige donc de chacun qu'il prenne ses responsabilités. Dès lors, l'objectif de toute politique doit être de permettre le développement de cette responsabilité individuelle.

Cette responsabilité individuelle est au coeur du principe de subsidiarité tel qu'il fonde aussi l'idée d'Europe. On lui reproche parfois ses origines allemandes...

L'Etat ne doit intervenir
qu'en ultime recours

La pensée allemande de l'éthique économique et sociale issue du protestantisme (qu'on pense seulement à Max Weber) marque en effet fortement l'approche européenne, construite sur le principe de subsidiarité et qui doit également beaucoup à la doctrine sociale de l'Eglise catholique. En ce sens, oui, ses origines allemandes sont indéniables. Or le principe de subsidiarité est souvent mal compris. Il désigne avant tout la responsabilité individuelle ; en appeler à l'Etat, garant de l'intérêt général, n'est donc qu'un ultime recours. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle communes et Länder disposent en Allemagne d'une forte autonomie. La doctrine ordo-libérale part donc du principe que la concurrence, le marché, sont mieux à même de générer la prospérité que le dirigisme étatique.

Le principe de subsidiarité est bien plus ancien que le laisse entendre son premier emploi officiel par le Pape Pie XI dans son Encyclique *Quadragesimo Anno* (1931). Et son acception dépasse de loin la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Comme le rappelle le constitutionnaliste et ancien président de la République Roman Herzog (Herzog, 2006), ce principe « signifie que le pouvoir décisionnel doit toujours être placé au plus près des acteurs concernés (on pourrait dire aussi : au plus près des problèmes constatés) ». Présenté sous un autre angle, il implique une sorte de règle de 'charge de la preuve' : « Si on veut décider quelque chose 'd'en haut', au niveau central, il faut d'abord fournir la preuve que cette décision ne peut pas être prise 'en bas' ». Voilà le principe qui régit aussi bien l'organisation de la société que de l'Etat en Allemagne : « cet 'en bas' ne s'arrête pas aux Länder : les communes, la société civile et ses organisations, et plus encore les citoyens eux-mêmes sont le 'siège' premier des compétences décisionnelles. Dans une société démocratique, le pouvoir de décision se délègue toujours du bas vers le haut, jamais dans le sens inverse ». Dans l'acception large allemande, il fonde pareillement l'organisation démocratique de l'économie, car il repose sur la liberté des acteurs et la diversité de leurs choix. « Si, d'un côté, la diversité est à la fois l'expression et la condition de la liberté, de l'autre, sa force productive repose sur la concurrence qu'elle génère dès lors qu'on la comprend comme la 'diversité des solutions proposées' ».

Source : Bourgeois I. (dir), *Allemagne : compétitivité et dynamiques territoriales*, Cergy-Pontoise, 2007 (p. 15).

Pour l'entrepreneur, cette liberté a pour corollaire sa responsabilité sociale. Cet équilibre entre droits et devoirs, ancré dans la Constitution, semble resté très vivace malgré tous les changements apportés par la globalisation, comme le révèle notam-

ment l'entretien avec Ulrike Reisach dans ce numéro. Comment expliquez-vous ce profond ancrage dans la culture allemande ?

Il repose sur le concept de « marchand honorable » né au fil de l'Histoire, c'est-à-dire sur les vertus d'un acteur économique qui tient parole (sa parole d'honneur l'engage), qui paie ses clients en temps et en heure et pour qui réputation et reconnaissance sociale comptent plus que le profit à court terme. Cette notion-là est toujours très vivace dans les entreprises familiales soucieuses de leur responsabilité à la fois envers leurs salariés, la collectivité et l'environnement.

L'acteur économique doit être vertueux...

« Propriété oblige »

Parmi les droits fondamentaux garantis par la Loi fondamentale figure la propriété. Ce droit est double. En tant que garantie individuelle s'appliquant au patrimoine du particulier (art. 14, § 1), il interdit toute expropriation ou spoliation. Mais dès lors qu'un particulier use de son patrimoine à des fins autres que privées, c'est-à-dire industrielles et commerciales, il engage sa responsabilité vis-à-vis de la collectivité puisque, implicitement, il contracte ce faisant avec la société civile. Le droit à la propriété a alors pour corollaire le devoir d'agir dans l'intérêt général. Ce devoir est inscrit à l'art. 14, § 2 qui stipule : « Propriété oblige. Son usage doit contribuer en même temps au bien de la collectivité ». Concrètement, cela signifie que, en devenant patron, le propriétaire donne du travail à ses salariés ; ensemble, patron et salariés constituent une communauté qui crée des richesses (voir REA 52-53/01). Ce lien indissoluble est aussi au fondement de la co-responsabilité qui caractérise la conception même de l'organisation du travail en Allemagne. [IB]

Cette conception est très vivace, comme le montrent les études empiriques : management par les valeurs et réussite de l'entreprise, morale et profit ne sont pas incompatibles. Bien au contraire, car les entreprises qui misent sur des stratégies de développement durables, c'est-à-dire sur le long terme, réussissent mieux que celles qui n'obéissent qu'à l'impératif trimestriel d'optimisation des profits. Cela est particulièrement vrai dans une économie globalisée qui exige ce retour aux sources des valeurs puisque, *in fine*, ce sont les consommateurs qui décident du sort de l'entreprise. La récente série de rappels de jouets fabriqués en Chine montre bien cette sensibilité accrue vis-à-vis de la qualité des produits comme des conditions de production. Le prix n'est plus le seul critère d'achat.

... et agir sur le long terme

En adoptant des règles établies sur des valeurs – des codes de bonne conduite – les entreprises peuvent favoriser le comportement moral de leurs salariés. D'une part, en limitant les dommages causés par le vol, le détournement ou l'abus de biens sociaux qui sont le plus souvent le fait de leurs propres collaborateurs et qu'on estime à 20 milliards €. D'autre part, ces codes limitent le recours à une stratégie exclusivement orientée sur la compétitivité-prix. Et ils accroissent la satisfaction des salariés, se soldant par un recul des arrêts maladie. Et puis, on ne le répète jamais assez, la bourse apprécie ces entreprises vouées au long terme.

Un code moral accroît la satisfaction des salariés

On voit se multiplier en Allemagne les congrès d'entrepreneurs chrétiens. Patronat et Eglises semblent nouer des liens de plus en plus étroits...

... si la culture allemande implique traditionnellement l'engagement social, la globalisation amène de nouveaux défis, exigeant une communication plus active sur la responsabilité de l'entreprise. D'une part, l'intérêt légitime de celle-ci doit rejoindre les nouvelles attentes de la société à son égard. D'autre part, nombreux sont les patrons ou managers soucieux de donner un sens à leur vie par-delà l'optimisation des profits, ce qui les incite à se rapprocher des Eglises en s'engageant au sein d'organisations patronales comme l'Association des entrepreneurs protestants (*Arbeitskreis Evangelischer Unternehmer* ; www.aeu-online.de) ou la Fédération des entrepreneurs catholiques (*Bundesverband Katholischer Unternehmer* ; www.bku.de).

En quête du sens de la vie par-delà l'optimisation des profits

Dans votre ouvrage « Economie de marché et morale », vous citez ces propos tenus par le cardinal Ratzinger en 1985 (l'actuel Pape Benoît XVI) : « Une morale qui pense pouvoir se passer de la connaissance des lois de l'économie n'a en réalité rien d'une morale ; il s'agit de moralisme, c'est-à-dire du contraire de la morale ». Une thèse que vous prolongez ainsi : « les moralistes sont un danger pour la morale ». Qu'entendez-vous par là ?

C'est simple : une entreprise ne peut être contrainte, sous couvert de respecter des critères moraux, à agir d'une manière économiquement non raisonnable. Car la concurrence évince ces entreprises du marché ; elles sont relayées par d'autres, moins respectueuses de la morale. En outre, la multiplication des

Respect des critères moraux et raison économique vont de pair

incriminations d'immoralité amène de plus en plus de gens à se dire que, finalement, « l'honnêteté ne paie plus », une attitude déstructurante pour la société. Et pourtant, la plupart des gens (et des patrons) ont un comportement honnête et moral, tout simplement parce qu'ils veulent pouvoir se regarder dans la glace sans rougir.

La globalisation requiert de nouvelles règles pour organiser le marché

L'éthique de l'économie de marché ne se limite pas à des valeurs. N'implique-t-elle pas aussi des règles organisant l'action individuelle et collective ?

L'Etat doit fixer des règles de comportement

L'individu porte toujours, en dernier ressort, la responsabilité de son action. Mais l'entreprise et l'Etat peuvent lui faciliter son engagement moral en définissant des règles de comportement au sein d'un cadre – d'un *ordre* (*Rahmenordnung*) – plus général. Concrètement, cela aide le salarié dans des choix difficiles liés par exemple à la conclusion d'un contrat : sachant que l'effet de sa signature est de sécuriser l'emploi, doit-il céder à la corruption ou non ? Le code de bonne conduite de l'entreprise l'aide à guider son action, et donc à refuser. Au niveau supérieur, l'Etat adopte un cadre général, des règles du jeu sur la base desquelles les acteurs adoptent, par contrat librement consenti, des codes d'engagement volontaire (*freiwillige Selbstverpflichtung*) comme ce *Corporate Governance Kodex* développé par la Commission présidée par Gerhard Cromme (www.corporate-governance-code.de).

Pourriez-vous préciser l'approche de cet engagement volontaire qui fonde la culture du contrat librement consenti si caractéristique du « modèle allemand » ?

Les économies dirigistes sont vouées à l'échec

Il est l'expression de la subsidiarité ; chacun, chaque entreprise cherche à régler à son niveau le problème qu'elle rencontre. Et lorsque les entreprises adoptent des règles communes, l'Etat n'a pas à intervenir, ce qui est bénéfique à la libre concurrence. Cette approche repose sur la liberté individuelle au cœur d'un modèle d'économie de marché où l'Etat se contente de fixer un cadre général à l'activité et n'a pas la prétention de croire qu'il sait mieux que les acteurs économiques ce que doivent faire ceux-ci. Cette prétention, voire usurpation, est d'ailleurs un des raisons qui explique l'échec des économies dirigistes ; il leur est simplement impossible de gérer au niveau central la masse des informations sur l'offre et la demande qui, dans une économie libérale, sont traitées par les multiples acteurs à tous les échelons inférieurs, impliquant un polycentrisme des décisions. Dans ce dernier cas, l'Etat n'a plus pour mission que de faciliter l'équilibre entre l'offre et la demande et de limiter, *via* le droit de la concurrence, l'abus de position dominante, par exemple sur le marché de l'énergie.

C'est donc cela qu'on désigne en Allemagne par « Ordnungspolitik », un terme difficile à traduire tant son approche est étrangère à la culture française ?

Le marché doit être organisé

Oui, c'est cela. L'Etat veille, par sa politique, à adopter un cadre, plus précisément un ensemble de règles – un « ordre » dans la terminologie allemande, ou un « *level playing field* » dans le langage international des économistes – créant des conditions semblables pour toutes les entreprises et les contraignant à se plier toutes aux règles du marché, y compris morales.

Mais la globalisation, en réduisant la capacité des Etats à répondre à des défis qui les dépassent, en remettant en question l'organisation nationale des règles du jeu, n'est-elle pas en train de mettre à mal aussi les bases de ce modèle « ordolibéral » allemand ?

La globalisation force la concurrence des modèles et leur rénovation

Oui et non. Oui d'une part, parce que la globalisation met en concurrence les modèles et systèmes, ce qui exclut pour l'Allemagne un retour aux sources du « miracle économique » d'après-guerre. La nostalgie est mauvaise conseillère. Non d'autre part, parce que la globalisation représente une chance en forçant l'*Ordnungspolitik* allemande à se moderniser et à devenir plus compétitive dans cette concurrence mondiale des modèles, lui permettant de diffuser dans d'autres pays

l'approche et les valeurs d'une économie sociale de marché à l'allemande, mais renouvelée. Cette 'nouvelle' *Ordnungspolitik* doit être établie d'un côté sur le principe de la justice participative et non plus sur une logique redistributive, autrement dit : revaloriser la subsidiarité et la responsabilité individuelle. De l'autre, étant donné que les enjeux sont désormais globaux et mondiaux, elle doit proposer les éléments pour la constitution d'un cadre ou d'un « ordre » correspondant à la nature globale des marchés et des problématiques. Le principe de subsidiarité s'en trouve revalorisé, puisque les entreprises apportent leur contribution à ce nouvel ordre mondial en accordant plus d'importance aux valeurs *via* l'adoption de *codes of conduct*.

C'est donc la raison pour laquelle la chancelière Merkel, de même que la CDU, plaident pour l'adoption de règles pour le commerce mondial ?

On ne peut régler des problèmes globaux comme la protection de l'environnement que sur la base de règles communes s'appliquant à tous. Il ne s'agit nullement de jeter les bases d'un quelconque gouvernement mondial, mais simplement, comme cela se pratique à l'échelle de l'Allemagne pour les entreprises et l'activité, d'élaborer un cadre d'orientation commun à tous les pays, permettant à chacun de participer librement à la concurrence des sites, des modèles, des entreprises ou des ressources humaines. Un tel « ordre » permettra également de sanctionner l'exploitation et, d'une manière plus générale, tout comportement immoral – c'est-à-dire contrevenant aux règles communes.

Un ordre mondial n'est pas un gouvernement mondial

Mais comment, dans ce cas, contrôler le respect de ces règles mondiales, notamment sur les marchés financiers ?

C'est justement le bon fonctionnement de la concurrence qui permet de contrôler les abus de position dominante grâce aux outils existants comme les règles du droit de la concurrence (interdiction des ententes, etc.). Quant à la fluidité des capitaux, elle n'a pas mené, du moins jusqu'ici, à une concurrence acharnée entre les modèles sociaux ni à la baisse des standards sociaux. Pour une raison simple : dans les Etats démocratiques, ce sont les Hommes qui élisent leur gouvernement, aucun responsable politique ne survivrait s'il se contentait de courtiser le capital sans penser au bénéfice qui revient au travail. Dans cette perspective, la fluidité des capitaux est avant tout un acquis.

Ce sont les Hommes qui contrôlent le respect des règles

Revenons à ce qu'il est convenu d'appeler en France le « modèle rhénan ». Il semble pourtant singulièrement compromis, comme le révèlent le regain actuel de tentations redistributives ou égalitaristes et les appels à l'intervention de l'Etat...

Ce terme de « modèle rhénan » s'applique en réalité aux dérives de la doctrine ordo-libérale allemande, générées par l'absence d'une séparation suffisamment nette entre Etat et marché. Les exemples ne manquent pas. Les communes administrent sans souci d'efficacité des entreprises au conseil de surveillance desquelles on « promeut » des responsables politiques tombés en disgrâce. Les politiques locaux s'activent pour réserver les appels d'offres aux entreprises du cru, alors même qu'ils auraient dû être publiés à l'échelle de l'Europe... L'interventionnisme accru de l'Etat, la forte tentation de revenir en arrière sur les réformes de l'*Agenda 2010* illustrent la même méfiance envers le capitalisme comme une profession de foi trop timorée en faveur des principes fondateurs de l'économie de marché, en premier lieu desquels la liberté. Pourtant, la liberté de chacun s'arrête au respect de celle d'autrui. Ce qui revient au fond à considérer, conformément aux thèses formulées par un Adam Smith en 1776, que c'est le comportement de chacun, parce qu'il est mû par l'égoïsme, qui crée le bien commun et contribue à la prospérité de tous. Or cette dynamique ne peut développer ses effets qu'à l'intérieur d'un cadre général, d'un « ordre » fixé par l'Etat.

Le « modèle rhénan » est une dérive du modèle ordo-libéral

Dans l'ouvrage cité, vous dites que « la préservation du capital moral et social est un facteur déterminant pour la compétitivité du site Allemagne ». Que faut-il entendre par là ?

Le capital moral et social facilite l'activité économique puisqu'il réduit le risque émanant de la fraude ou de la rupture de contrat. Dans un sondage représentatif effectué en 2003 dans le cadre du programme *European Value Study* piloté par

Il faut refonder le principe de solidarité sur la liberté

la fondation néerlandaise EVS, 12 % des Allemands seulement affirment qu'ils mentiraient pour en tirer avantage ; les Français sont deux fois plus nombreux (23 % ; www.europeanvalues.nl). Un capital social élevé permet aussi de mieux vivre les disparités, ce qui réduit le risque de troubles sociaux. Ce n'est donc qu'en nous réappropriant les principes fondateurs de la doctrine ordo-libérale – autrement dit : en refondant le principe de solidarité sur la liberté, donc en étendant ainsi à tous le bénéfice de la justice participative – que nous parviendrons à préserver le « modèle allemand ». Pour le dire en d'autres termes : l'ascenseur social fonctionnera mieux ainsi, rendant notamment plus attractive l'insertion dans cette classe moyenne au centre de la société allemande.

Quel rôle doivent jouer les élites économiques dans cette refondation ?

Les élites doivent donner l'exemple pour nourrir la confiance

Tout responsable, patron ou manager, se doit de donner l'exemple puisque c'est lui qui détermine les standards moraux par son comportement. Lorsque le comportement des élites manque d'éthique, les salariés et les citoyens en général perdent tout scrupule à se montrer immoraux eux aussi. Le pouvoir implique toujours la responsabilité, pour le bénéfice de l'entreprise comme de la société dans son entier. Une telle attitude est rentable à tout point de vue : elle nourrit la transparence, la fiabilité comme l'authenticité, conditions *sine qua non* pour que l'entreprise, mais aussi les élites en général, soient à nouveau considérées comme dignes de la confiance de chacun.

Propos recueillis et traduits par I. Bourgeois.

Indications bibliographiques :

- ENSTE D., *Marktwirtschaft und Moral. Eine ordnungsethische Reflexion*, Cologne, IW Position, n°24/2006,
- ENSTE D., « Zwischen Gier und Gewissen' – Eine Kritik an der Kritik der Marktwirtschaft », Munich, *RHI-Diskussion*, n°6/2007
- ENSTE D., KLÖS H.-P., « Grenzenlose Wirtschaft – grenzenlose Freiheit? Ein Plädoyer für unternehmerische Freiheit », AEU, Karlsruhe, 2006
- ENSTE D., « Soziale Marktwirtschaft aus ordnungspolitischer Sicht – in Anlehnung an Walter Euckens 'Grundsätze der Wirtschaftspolitik' », Roman Herzog Institut, 2006
- ENSTE D., HARDEGE S., « Regulierung, Arbeitsplatzsicherheit und Wohlbefinden – ein Beitrag zur Well-Being-Forschung », in *iw-trends – Vierteljahreszeitschrift zur empirischen Wirtschaftsforschung*, 4/2006, Köln
- **Voir aussi :**
- APPEL C., SCHIPPERGES M., « Mutation des valeurs : les Allemands, l'Europe et la mondialisation », in BOURGEOIS I. (dir.), *Le modèle social allemand en mutation*, Coll. Travaux et documents du CIRAC, Cergy-Pontoise, 2005
- BOURGEOIS I., « Opinions et valeurs : 60 ans de démoscopie allemande », *Regards sur l'économie allemande*, n°80/2007
- BOURGEOIS I., « La difficile gestation des réformes », in BOURGEOIS I. (dir.), *Le modèle social allemand en mutation*, Coll. Travaux et documents du CIRAC, Cergy-Pontoise, 2005
- COMMUN P. (dir.), *L'ordolibéralisme allemand. Aux sources de l'économie sociale de marché*, Coll. Travaux et documents du CIRAC, Cergy-Pontoise, 2003
- HEMEL U., *Wert und Werte. Ethik für Manager*, Munich, 2005
- HERZOG R., « Kooperation und Wettbewerb », in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n°50, 2006
- HOMANN K., « Das ethische Programm der Marktwirtschaft », *iw Forum*, n°4/2007
- HOMANN K. et al. (eds), *Wirtschaftsethik der Globalisierung*, Tübingen, 2005
- KNOBLAUCH J., MARQUARDT H. (eds), *Mit Werten Zukunft gestalten. Konzepte christlicher Führungskräfte*, Holzgerlingen, 2007
- SINN H.-W., *Can Germany be saved ? The Malaise of the World's First Welfare State*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, London, England, 2007 (Edition originale allemande : *Ist Deutschland noch zu retten ?* Munich, 2003)
- VON PIERER H. et al., *Zwischen Profit und Moral. Für eine menschliche Wirtschaft*, Munich, 2003.